

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE SIKASSO
Cercle de Bougouni
Commune rurale de Wola

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE WOLA

2007 - 2011

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Janvier 2007

RESUME

Ce plan de sécurité alimentaire, résulte d'un processus participatif et itératif, genre sensible, entre les élus, les populations, partenaires au développement et société civile de la commune de Wola. Les actions/activités de ce plan s'articulent autour des quatre piliers de la sécurité alimentaire à savoir : la disponibilité des aliments, l'accès aux aliments, utilisation des aliments et la stabilité dans l'approvisionnement. La multiplicité des problèmes des populations, traduit la diversité des défis à relever. Cependant, si certains parmi eux ont un caractère non impératif, il urge pour d'autres, une prise en charge immédiate, nécessitant alors une capacité de réaction dynamique et efficiente des élus, dans une synergie locale. Ces défis sont :

1. la lutte contre la pauvreté ;
2. l'émergence d'un secteur agricole dynamique et autonome, sous tendu, par une approche de gestion durable des ressources naturelles ;
3. le relèvement du niveau des ressources financières de la commune ;
4. la constitution des stocks de sécurité alimentaire après les récoltes

Ainsi, pour relever ces défis la politique de sécurité alimentaire de la commune reposera sur les objectifs stratégiques suivants :

1. Assurer aux populations les conditions de santé, d'approvisionnement suffisant en eau de qualité tout en améliorant leurs revenus dans un cadre de vie descend.
2. Créer les conditions favorables à la promotion d'un secteur agricole capable de générer des revenus substantiels.
3. Concevoir des mesures visant à assurer la gestion durable des ressources naturelles.
4. Permettre une répartition genre sensible des ressources de la commune.
5. Améliorer les infrastructures d'échange intra et inter communales surtout les foires
6. Créer les conditions favorables au développement des activités génératrices de revenus

Le financement de ce Plan de sécurité alimentaire exige des élus, une attention particulière au relèvement du niveau des ressources financières. Ils doivent pour ce faire, mobiliser et valoriser toutes les ressources locales, tous les savoirs locaux, qui pourraient être appuyés par les ressources extérieures (partenaires). Ils doivent avoir une démarche qui favorise une synergie d'actions avec les projets et programmes sectoriels autour des problèmes locaux.

II. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE WOLA.

La commune rurale de Wola à l'instar de toutes les autres communes rurales de la République du Mali, a été créée suivant la loi N° 96-059/AN-RM du 4 Novembre 1996. Elle est l'une des quatre communes rurales résultant de l'éclatement de l'ex arrondissement de Sanso.

2.1. Situation administrative et géographique

Composée de 10 villages, elle est située à environ 145 km de Bougouni son chef lieu de cercle et à environ 190 km de Sikasso son chef lieu de Région. Elle est limitée :

- ✓ A l'est par la commune rurale de Niantjila ;
- ✓ A Sud par la commune rurale de Koumantou ;
- ✓ Au Nord par la commune rurale de Massigui ;
- ✓ A l'ouest par la commune rurale de Sanso.

Les distances des villages par rapport au chef lieu de commune :

Villages	Distance
Dialan	10 KM
Diamakolé	09 KM
Dionkala	06 KM
Djélé	14 KM
Fandala	03 KM
Kéniéréla	20 KM
Ménié	06 KM
N'Tjibala	06 KM
Tinankolomba	13 KM
Wola	0

2.2. Situation de référence de la commune :

2.2.1. Administration, démographie et sociologie :

La commune est administrée par un conseil communal de 11 membres élus. Ce dernier travail sous la tutelle, l'assistance et l'appui/conseil de l'administration de l'Etat.

La population de la commune s'élève aujourd'hui à 10 472 habitants pour un taux de natalité de 54,61 pour mille, de mortalité de 12,7 pour mille et d'accroissement naturel de 2,9% (source DRSIAP). La population est essentiellement composée de bambara (l'ethnie dominante) et de peuhls. Elle se compose de 49% d'hommes et de 51% de femmes.

Quelque soit l'ethnie, le repère de l'individu est la famille composée de ménages. Les normes sociales sont d'abord édictées par cette structure de base. Par le biais de leadership, le tissu social est actuellement entamé dans certains villages (Diélé, Diamakolé).

La population est chaque année affectée par des mouvements migratoires à destination de Sanso, Bamako et voire même la Côte d'Ivoire. Ces phénomènes jadis pratiqués pendant la saison sèche par la franche jeune ont tendance à s'étendre sur toute l'année.

Ils trouvent leur origine dans le manque de qualification professionnelle des pratiquants, le faible revenu des exploitations agricoles dû à la faible rentabilité des sols stigmatisée par la cherté des intrants, le penchant pour la mine (rémunération importante en cas d'emploi).

La vie socio-économique et culturelle est gérée par des associations ou « tons » non formels, les congrégations religieuses (l'islam et l'animisme).

Comme toute société, la commune a ses coutumes et mœurs qui se traduisent par des rites avec des instruments tels le « bari », le « yak »...Les manifestations ont lieu lors des mariages et baptêmes, en début d'hivernage. A l'heure actuelle, ces valeurs culturelles sont sérieusement atteintes et aucune politique de revalorisation n'a été enclenchée.

N°	Villages	Nombre de ménages
1.	Dialan	43
2.	Diamakolé	33
3.	Dionkala	68
4.	Djélé	109
5.	Fandala	60
6.	Kégnéréla	32
7.	Ménie	21
8.	N'Tjibala	23
9.	Tinankolomba	82
10.	Wola	116
Total		588

2.2.2. Environnement et utilisation de la terre

Relief : D'allure presque plane, le relief est caractérisé par de vastes plaines entrecoupées par endroit de petites élévations

Climat :

Comprise entre les isohyètes 1000 et 1200mm, la commune à un climat soudano guinéen caractérisé par deux saisons la saison des pluies (juin - octobre) et la saison sèche (novembre - mai). Les variations de température sont très importantes au cours de l'année. Deux vent dominants soufflent dans le milieu :la mousson qui est un vent humide apporte la pluie et l'harmattan qui est un vent chaud et sec.

Pluviométrie

Année	Quantité	Nombre de jour
2003- 2004	1059	59
2004- 2005	738	45
2005- 2006	737	49

Hydrographie :

Située dans le bassin versant du fleuve Bani, la commune de Wola est relativement bien arrosée. Toutefois, la majeure partie de ces cours d'eau ont un régime temporaire et saisonnier.

Sol et végétation :

Les sols sont ferrugineux tropicaux lessivés, souvent cuirassés et alluviaux. En plus dans les plaines et bas-fonds les sols hydro morphes sont fréquemment rencontrés. Ces derniers types sont très propices à la riziculture et surtout au maraîchage.

La végétation est abondante avec des forêts claires et des savanes à hautes herbes et arbustes. Le potentiel de la commune en ressources naturelles est assez significatif avec l'existence çà et là des bois sacrés villageois, des plantations, des carrières... Cependant ces ressources sont

soumises à une forte pression. Suite à cette utilisation incontrôlée pour la satisfaction des besoins, on assiste à la diminution progressive des grands arbres comme (le diala, le genou et le néré), la disparition des grands animaux, et l’envasement des cours d’eau. Le taux de déforestation est estimé à 75%. Les exploitations forestières contrôlées en 2004 sont les suivantes : en bois de chauffe (2 000 stères), en bois de service (6 000 perchettes, 5 000 perches et 40 000 gaulettes), (8 000 madriers et 10 000 planches) en bois d’œuvre, (900 quintaux) en charbon de bois (source chef d’antenne conservation de la nature)

De part ces contraintes une politique d’utilisation rationnelle et durable des ressources a été initiée par l’autorité communal à travers le service de la conservation de la nature depuis 2001. Elle a permis le reboisement de 7ha de 2001 à 2003 et a abouti à la mise en place de comités de surveillance du terroir chapeautés par la commission environnement du conseil communal. Présentement, ces deux structures ne sont pas encore opérationnelles. Côté assainissement, de nos jours le cadre de vie est peu assaini dans toute la commune surtout dans le chef lieu de commune qui se caractérise par son insalubrité à travers la stagnation des eaux de pluies et usées, des ordures (ménagères et déchets plastiques). Malgré cet état de fait, le problème ne figure pas parmi les priorités de la commune.

Comme à l’accoutumé, la terre exploitée en général à des fins agricoles est géré par les chefs traditionnels qui l’octroient uniquement aux chefs d’unités de production. Quant aux femmes et autres couches sociales leur accès se fait par intercession. Le disponible cultivable dans la commune est important aussi bien en zone inondée qu’exondée.

Présentement, les prérogatives relatives au foncier assignées aux chefs traditionnels ne sont plus de mise dans certains villages (Dialan et Diélé). Ce qui a entraîné des conflits sociaux, facteurs de perturbation de la réalisation des objectifs communs de développement.

2.2.3. Economie

➤ Agriculture

Le fondement du circuit économique de la commune reste l’agriculture. Le domaine dispose de réelles potentialités. Entre autres nous avons l’existence d’environ 2000 ha de plaine, de structures d’appui technique comme la CMDT, les services spécialisés de l’état, les prestataires privés...). De source ZPA de la CMDT, 98% de la population représentant 516 exploitations s’emploient dans les spéculations culturales diverses avec 3 240 ha de superficies pour les céréales (maïs, mil, sorgho, riz) et 1 529 ha pour celles de rente (coton, arachide, niébé et sésame). A coté de ces spéculations les femmes pratiquent le maraîchage pour la production de tomate, concombre, choux...

Campagnes agricoles 2003- 2006

Années	2003- 2004			2004- 2005			2005- 2006		
	Mil	Sorgho	Maïs	Mil	Sorgho	Maïs	Mil	Sorgho	Maïs
Spéculations									
Superficie en ha	301	20 025	740	428	2 050	772	510	2 060	850
Production annuelle en tonne	267	1 927	1 332	379	1 777	1 498	528	2 146	2 205
Rendement en Kg	890	952	1 800	886	867	1 941	1 036	1 042	2 595

Toutefois des contraintes existent çà et là et qui entravent l'amélioration la production et la productivité. Ces contraintes ont pour nom la non maîtrise de l'eau des bas-fonds, les cultures sur les berges des cours d'eau, la baisse croissante de la fertilité des sols, l'usage abusif du couvert végétal, la faible utilisation de la fumure organique, le faible accès à l'équipement et aux intrants, l'irrégularité et l'insuffisance des pluies.

La typologie des exploitants :

Villages	Nbre exploitants encadré	Type motorisé	%	Type A	%	Type B	%	Type C	%	Type D	%
Dialan	42			36	86	4	10	2	4		
Diamakolé	32			23	72	9	28				
Djélé I	80			60	75	18	23			2	2
Djélé II	26			16	62	10	38				
Fandala	60			25	42	30	50	5	8		
Kégnéréla	30			22	73	8	27				
Magana	14			10	71	4	19				
Menié	20			14	70	4	20	2	10		
N'Tjibala	23			10	43	13	57			1	4
Tina K I	28			23	82	4	14			2	6
Tina K II	32			22	69	6	19	2	6	1	1
Wola	82			65	79	15	18		1		
Dionkala	58			52	90	6	10				
Total	527			378	72	131	25	12	2	6	1

Malgré une certaine persistance dans la manifestation de ces contraintes, la presque totalité des villages de la commune sont autosuffisants sur le plan alimentaire. Cependant pour asseoir de façon durable la sécurité alimentaire, une politique de gestion de l'excédent céréalier devra être envisagée par les producteurs locaux et l'autorité communale.

➤ Elevage

L'élevage constitue une des principales activités des populations de la commune. Mais il reste extensif car les animaux sont laissés en divagation pendant une bonne partie de l'année. Les soins et les vaccinations sont effectués par les vétérinaires privés basés à Sanso.

Le cheptel de la commune comprend :

Villages	Bovins	Ovins/caprins	Assains	Equins	Volaille	Nbre de foyers
dialan	680	280	40		800	5
Djamakolé	760	350	38		990	10
Dionkala	1030	495	60		1015	6
Djélé	1550	1620	120	2	4000	50
Djélé-Mayala	1020	370	45		700	21
Kégnéréla	400	590	80		1650	50
Fadala	490	290	25		850	3
Magana	521	380	25		900	10
Menié	750	480	20		800	2
N'tjibala	445	520	25	01	800	3
Tina KI	460	480	30		950	15
Tina k II	460	570	35		1000	30
Wola	4500	1370	200	01	4000	30
Total	13 066	7 795	743	4	18 455	265

Le goulot d'étranglement du domaine se situe à deux niveaux :

- l'alimentation du bétail par la coupe abusive des arbres fourragers, aux feux de brousses tardifs et au surpâturage accru par les transhumants (environ 25 000 bovins par an) venant de la région de Ségou et du cercle Koutiala de la commune de Massigui en direction de la Côte d'Ivoire via les communes de Tousséguéla et de Kadiana ;
- l'abreuvement qui se pose en saison sèche. En effet, les points d'eau (mares et cours d'eau) tarissent entre mars et avril. Les animaux s'abreuvent en cette période à partir des puits traditionnels et des forages, accentuant ainsi l'insuffisance d'eau potable pour les populations.

➤ **Energie:**

La commune souffre de l'absence de source d'énergie moderne pour la promotion des activités socio-économique. La seule source d'énergie exploitée est le solaire pour l'usage domestique. Les plaques solaires existantes n'excèdent pas une dizaine. En vue de promouvoir un certain nombre d'activités, l'autorité communal entend s'atteler à l'installation de Plates Formes Multifonctionnelles.

➤ **Commerce :**

Le commerce est essentiellement basé sur les produits agricoles, maraîchers et fruitiers. Ces productions ne génèrent pas suffisamment de revenu à cause de l'insuffisance de débouchés et l'absence d'unités de transformation. Pour la plupart, les transactions commerciales s'effectuent à l'interne à travers les trois (3) foires existants (Wola, Tinakolomba, Diélé) avec un flux moins important ou vers les marchés des communes voisines (Sanso, Massigui, Koumantou).

2.2.4. Infrastructures

➤ **Education :**

La commune compte aujourd'hui 3 écoles du premier cycle avec 15 classes, un second cycle à deux classes comptant seulement la 7^e et la 8^e année et qui doit ouvrir très prochainement la 9^e année, 2 CED avec 3 classes et 6 écoles communautaires avec 11 classes. Moins confrontée au problème d'effectif (en moyenne 35 élèves par classe), la qualité de l'enseignant au niveau du premier cycle dans la commune est nettement meilleure que dans la plupart des localités du pays (taux de passage 77,67%, taux de redoublement 20,26% et taux d'exclusion ou d'abandon 2,06% (source CAP Koumantou)). Cependant au niveau du second cycle, le taux de scolarisation des garçons est quatre fois supérieur à celui des filles. En plus, à ce niveau le taux de réussite de 66,31% est inférieur à celui du premier cycle et celui des abandons ou des exclusions va en augmentant 6,31% contre 2,06% au premier cycle. Le principal problème auquel l'école est aujourd'hui confrontée dans la commune demeure la prise en charge des salaires des enseignants au niveau des écoles communautaires. Cette situation amène la plupart des villages à demander la transformation de ces ECOM en écoles publiques.

➤ **Santé**

Comme structure de santé, il n'existe dans la commune qu'un seul CSCOM couvrant huit villages de la commune plus un village de la commune de Sanso. En même temps certains villages de la commune comme Kéniéréla et Tinakolomba appartiennent respectivement à l'aire de santé de Sanso et Niamala (commune de Koumantou). Malgré cette bonne couverture spatiale, le CSCOM souffre d'une insuffisance de personnel. Seuls existent un infirmier du premier cycle comme chef de poste et une matrone de niveau neuvième. En plus,

il y a une rupture incessante des produits pharmaceutiques. Aussi les populations fréquentent timidement le centre suite à l'impraticabilité des pistes surtout en saison des pluies.

Quelques données statistiques illustrant la situation sanitaire sont les suivantes :

Taux de vaccination en BCG 100%,

Taux de vaccination en DTCP1 et hépatite B1 96, 56%,

Taux de vaccination en DTCP3 et hépatite B3 87%,

VAR 83, 50%,

VAA 69%,

VAT2 23%,

Taux de consultation prénatale 37% ;

Nombre de consultations par mois 93 ;

Taux de surveillance préventive des enfants (SPE) 35%.

Les principales maladies fréquentes sont le paludisme, les IRA, les maladies diarrhéiques, les gastro-entérites,...

➤ **Route :**

La commune est totalement enclavée. Elle n'a aucun accès direct à une route ou piste principale. Entre les villages, le déplacement qui s'effectue à travers des sentiers, qui pour la plus part sont dans un état de délabrement total surtout en saison des pluies, est une véritable corvée. Cette situation handicape sérieusement les échanges socio-économiques (écoulement des productions agricoles, transport difficile des malades et des femmes enceintes, rapports sociaux) et du coup le développement de la commune.

➤ **Hydraulique villageoise**

Il existe au total 29 (vingt neuf) forages dont 7 (sept) non fonctionnels, 1 (un) puits à grand diamètre pour assurer l'approvisionnement en eau potable des populations de la commune. Selon la norme nationale d'approvisionnement (un point d'eau moderne pour 400 personnes), l'ensemble des infrastructures couvrent les besoins de 9 200 personnes soit 98% de la population de la commune. Sur les dix villages de la commune, il n'y a que trois (Djamakolé, Dialan et Tinakolomba) qui n'ont pas leur besoin en eau potable totalement couvert. Malgré cet état de fait, l'approvisionnement en eau potable demeure une préoccupation des autorités communales.

➤ **Télécommunication :**

Il n'existe aucune infrastructure de télécommunication dans la commune. Seule en quelques endroits, les populations peuvent communiquer avec l'extérieur grâce au réseau Malitel de Sanso. Cette situation amène les autorités communales à inscrire le désenclavement au cœur de leurs priorités pour les cinq années à venir.

Plan de sécurité alimentaire de la commune de Wola

Diagnostic de la sécurité alimentaire de la commune de Wola

Piliers	Atouts potentialités	Contraintes/problèmes	Solutions proposées
Disponibilité des aliments	Existence des terres cultivable Bonne pluviométrie Pâturage abondant Existence de ressources fauniques et halieutiques	Insuffisance d'équipement agricole Absence de terre aménagée Non maîtrise des eaux de surface Elevage extensif	Equiper les agricultures en matériels agricoles Aménager les plaines de la commune Construire des petits barrages Encadrer les paysans de la commune Organiser les filières agricoles
Accès aux aliments	Existence des foires hebdomadaires	Insuffisance de banque de céréale Manque de routes pour accéder aux villages Déperdition des céréales au moment des récoltes	Créer une banque de céréale dans chaque village Aménager les routes Encadrer les paysans pour moins de perte de céréale
Utilisation des aliments	Plusieurs variétés de céréales	Absence d'encadrement nutritionnel Vente abusive des céréales	Encadrement nutritionnel de la population Organiser les paysans en coopérative pour éviter la vente abusive des céréales
Stabilité dans l'approvisionnement		Faible revenu de la population Le coton n'est pas payé à temps	Création des activités génératrices de revenus

Planification des activités du plan de sécurité alimentaire de la commune de Wola

Piliers	Activités	Périodes				
		2007	2008	2009	2010	2011
Disponibilité	Approvisionner les paysans en intrant agricole	x	x	x	x	x
	Equiper 50% des exploitants en matériels agricoles	x	x	x	x	x
	Aménager 200 ha de plaine		x	x	x	x
	Approvisionner les éleveurs en aliment bétail	x	x	x	x	x
	Construire 10 barrages de retenus d'eau	x	x	x	x	x
	Organiser les filières agricoles					

Planification des activités du plan de sécurité alimentaire de la commune de Wola

Piliers	Activités	Périodes					Montant
		2007	2008	2009	2010	2011	
Accès aux aliments	Créer 10 banques de céréales dans la commune	x	x	x	x	x	PM
	Réaliser les pistes rurales entre le chef-lieu de commune et les villages		x	x	x	x	PM

Planification des activités du plan de sécurité alimentaire de la commune de Wola

Piliers	Activités	Périodes					Montant
		2007	2008	2009	2010	2011	
Utilisation des aliments	Former les producteurs sur les méfaits de la vente abusive des céréales	x					PM
	Créer un centre nutritionnel		x				PM

Planification des activités du plan de sécurité alimentaire de la commune de Wola

Piliers	Activités	Périodes					Montant
		2007	2008	2009	2010	2011	
Stabilité dans l'approvisionnement	Créer des activités génératrices de revenus dans la commune		x				PM
	Diversifier les sources de revenus (maraîchage, culture du sésame, etc.)	x	x	x	x	x	PM
	Plaidoyer pour l'achat du coton à temps	x	x	x	x	x	PM

OBJECTIF GLOBAL: Assurer la sécurité alimentaire dans la commune rurale de Wola

Piliers	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coût estimatif	Montant
Disponibilité	Assurer la disponibilité alimentaire dans la commune	Approvisionner les paysans en intrant agricole	Les intrants agricoles sont disponibles à temps et en quantité	Nombre de paysans ayant accès aux intrants	250 000	25 000 000
		Equiper 50% des exploitants en matériels agricoles	Plus de la moitié des exploitants agricoles ont un équipement performant et adapté	Nombre de paysans équipés en type C et D	145 000	20 630 000
		Aménager 200 ha de plaine	La surface cultivable de la commune a augmenté de 10%	Nombre d'hectare aménagé	PM	PM
		Approvisionner les éleveurs en aliment bétail	Les aliments bétail sont disponibles en toute saison et quantité suffisante	Quantité d'aliment bétail fourni par an	60 000	12 000 000
		Construire 10 petits barrages de retenus d'eau	Maîtrise des eaux de surface Disponibilité de l'eau en toute saison	Nombre de petits barrages réalisés	PM	PM
		Organiser les filières agricoles	Augmentations des rendements et revenus des paysans	Nombre de filière organiser avec l'appui des partenaires	PM	PM
		TOTAL				

Piliers	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coût estimatif	Montant
Stabilité dans l'approvisionnement	Assurer l'accès de la population aux aliments	Créer 10 banques de céréales dans la commune	10 banques de céréales sont créées dans les villages de la commune	Nombre de banques de céréales créées	100 000 F la tonne 250 tonnes	2 500 000 F
		Réaliser les pistes rurales entre le chef-lieu de commune et les villages	Bonne circulation des biens et des personnes en toute saison	Etat des routes pendant l'hivernage	PM	PM
TOTAL						2 500 000 F

Piliers	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coût estimatif	Montant
Utilisation des aliments	Améliorer l'utilisation des aliments	Former les producteurs sur les méfaits de la vente abusive des céréales	Bonne gestion des céréales après la récolte	Nombre de paysans formé	15 000 x588	8 820 000 F
		Créer un centre nutritionnel	Les techniques nutritionnelles sont maîtrisées par la population	Utilisation des aliments Quantité d'aliments transformés	PM	PM
TOTAL						8 820 000 F

Piliers	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coût estimatif	Montant
Accès aux aliments	Améliorer le pouvoir d'achat des populations	Créer des activités génératrices de revenus dans la commune	Les femmes sont formées et outillées aux techniques de teinture, savonnerie, etc.	Nombre AGR introduites dans la commune	PM	PM
		Diversifier les sources de revenus (maraîchage, culture du sésame, etc.)	40 ha de jardins maraîchers sont aménagés Création de revenus	Disponibilité des revenus des populations	10x 6000 000	60 000 000
		Plaidoyer pour l'achat du coton à temps	Payement des coton dès le mois de février	La période de versement de l'argent de la vente du coton	PM	PM
TOTAL						60 000 000 F

RECAPITULATION PLAN QUINQUINAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE DE WOLA

Objectif global par pilier	Montant en Milliers	Source de financement			
		Commune	Cercle	Etat	Partenaire
Assurer la disponibilité alimentaire dans la commune	57 630	5 763		23 052	28 815
Assurer la stabilité dans l’approvisionnement de la population	2 500	1 000		1 500	
Améliorer l’utilisation des aliments	8 820	1 323			7 497
Améliorer le pouvoir d’achat des populations	60 000	6 000		12 000	42 000
TOTAL	128 950	14 086	-	36 552	78 312

Stratégie de mise en oeuvre du plan de sécurité alimentaire et mesures d’accompagnement

Le présent plan coûtera la somme de cent vingt huit millions neuf cent cinquante mille francs (128 950 000 F cfa) sans compter les activités n’ayant pas fait l’objet d’évaluation.

La mise en œuvre de ce plan incombe au bureau communal qui a la responsabilité de la coordination de l’animation et du suivi évaluation de la mise en œuvre des actions de développement de la commune.

Le principe de se faire assister d’un prestataire se justifie d’autant plus que de part sa conception, le plan est un cadre d’orientations et non un listing d’actions déjà préparées et évaluées. C’est selon les opportunités que les actions seront conçues et exécutées. Ceci nécessite des aptitudes en techniques de formulation de projets et la connaissance des procédures en cours en matière de recherche de financements.

Pour un meilleur suivi et évaluation du plan de sécurité alimentaire, d’activités sont nécessaires. Il s’agit de :

- Le partage du contenu du plan par l’ensemble des acteurs ;
- La traduction des activités en projets ;
- L’élaboration des programmes de la mise en œuvre du plan de sécurité alimentaire
- La mobilisation des ressources financières et humaines et matérielles ;
- La mise en place d’une commission de suivi et des évaluations annuelles ;
- Le renforcement des capacités à travers la négociation, le partenariat, le lobbying etc.

La transparence dans la gestion de la chose publique sera le souci permanent du conseil communal chargé de la mise en œuvre de ce programme. Les comptes rendus à la population seront systématiques à travers les cadres de concertations qui seront érigés autour